

Bulletin sur l'insolvabilité

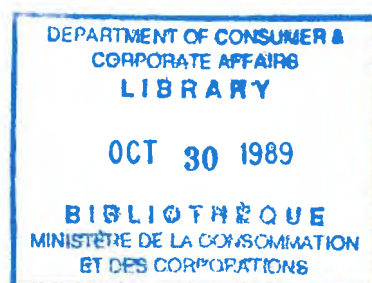
Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Novembre 1989
vol. 9 n° 11

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

November 1989
Vol. 9 No. 11



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

Third Floor, Sam Livingston Bldg.
510-12 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 0H3
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. René Lévesque O.
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Mandat du Comité conjoint des faillites	319
Mise à jour des politiques	331
Directives	336
Statistiques — mois d'août	339
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	A-2

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Terms of Reference of the Joint Committee on Bankruptcy	319
Updating Policies	331
Directives	336
Statistics — month of August	339
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Notice to Publisher of Change of Address	A-2

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massue-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

MANDAT DU COMITÉ CONJOINT DES FAILLITES

TERMS OF REFERENCE OF THE JOINT COMMITTEE ON BANKRUPTCY

ENTENTE entre

le Bureau du Surintendant des faillites

et

le Conseil canadien d'insolvabilité

Depuis la création du Comité conjoint des faillites en 1984, le Bureau du Surintendant des faillites et le Conseil canadien d'insolvabilité travaillent de concert à améliorer les pratiques et procédures gouvernant l'administration d'actifs de faillite au Canada.

Désireux de définir d'une façon plus formelle le mandat et la structure de ce mécanisme de coopération entre le Conseil canadien d'insolvabilité et le Bureau du Surintendant, les deux parties souscrivent par la présente au document ci-joint établissant le mandat du Comité conjoint des faillites.

SIGNÉE à Toronto, ce 13^{ième} jour de septembre 1989.

George Lomas
Président,
Conseil canadien d'insolvabilité

Yves Pigeon
Surintendant des faillites

AGREEMENT between

The Superintendent of Bankruptcy

and

The Canadian Insolvency Association

Since the creation of the Joint Committee on Bankruptcy in 1984, the Office of the Superintendent of Bankruptcy and the Canadian Insolvency Association have worked together to bring about improved practices and procedures in the administration of bankruptcy estates in Canada.

Wishing now to formalize the mandate and the structure of this cooperation mechanism between the Canadian Insolvency Association and the Office of the Superintendent of Bankruptcy, both parties hereby subscribe to the attached Terms of Reference for the Joint Committee on Bankruptcy.

SIGNED at Toronto, this 13th day of September 1989.

George Lomas
President,
Canadian Insolvency Association

Yves Pigeon
Superintendent of Bankruptcy

1. Le présent document vise à établir le mandat opérationnel du Comité conjoint des faillites (CCF) et à proposer des structures et des approches relativement aux normes de travail de ce comité.

L'historique

2. La Loi sur la faillite a conféré au surintendant d'importants pouvoirs lui permettant d'assurer le plus haut niveau de qualité de l'administration des actifs par les syndicis. Traditionnellement, le surintendant établissait les politiques sans consulter les syndicis. Cette façon de faire s'est révélée peu pratique, et par conséquent les syndicis se sentaient peu impliqués. Vers 1984, on notait un certain nombre de pratiques variées et inconsistantes qui requéraient une attention immédiate. En réponse à cette situation, le Comité conjoint des faillites a été officiellement formé, dans le but de faire des recommandations au surintendant et de lui servir de consultant. Au cours des quatre dernières années, un travail considérable a été accompli par l'émission de directives et par la révision des directives existantes. Le présent mandat du CCF est proposé dans le but d'améliorer les initiatives présentes, les échanges avec les clients et l'efficacité opérationnelle. Ce document tente d'établir la base des activités futures de ce comité.

La stratégie et l'approche

3. Pour être efficace, le CCF utilisera une stratégie axée sur les projets. Les comités définiront leurs engagements de travail en termes de gestion de projets, c'est-à-dire en termes de portée, de production, de calendrier de travail, de normes de rendement, etc. Ces projets seront davantage détaillés à chacun des niveaux inférieurs d'engagement. La responsabilité finale du rendement et du respect des délais incombera au secrétariat du CCF.

4. En raison du nombre de comités et de l'expertise mobilisée, une structure organisationnelle de base sera établie dans le but de maximiser l'intérêt des membres et leur potentiel de travail. Dans le cadre de cette structure, les représentants travailleront avec différents membres et feront rapport au CCF. Le secrétariat du CCF organisera les rencontres du comité, fournira les documents de travail, déterminera

1. The purpose of this paper is to establish operating terms of reference for the Joint Committee on Bankruptcy (JCB) and to propose alternative structures and approaches for performance standards.

Background

2. Under the Bankruptcy Act, the Superintendent has been granted broad powers to ensure the highest standards of estate administration by trustees. Traditionally policy has been produced by the Superintendent without the benefit of practitioner input. This approach proved impractical and weakened trustee commitment. By 1984 there were a number of varied and inconsistent practices which required immediate attention. In response to this situation, the Joint Committee on Bankruptcy was officially formed to provide advice and consultation to the Superintendent. Over the past four years there has been considerable work done in issuing Directives and refining existing ones. To further improve on these initiatives, liaison with client publics, and operational effectiveness, this study on the JCB terms of reference was proposed. This paper attempts to provide a base document for the future operation of the Joint Committee on Bankruptcy.

Strategy and Style

3. To be effective, the JCB will employ a project drive philosophy. Committees will define their work commitments, in project management terminology, i.e., scope, work outputs, times frames, performance standards etc. The detailing of these work packages will be more specific at each lower level of involvement. The JCB Secretariat will be ultimately accountable and responsible for production outputs and meeting deadlines.

4. Because of the expertise and numbers involved in committee work, a matrix organizational structure will be developed to maximize potential and member interest. Under this arrangement, representatives will work with different committee members and report to JCB committee. The JCB Secretariat will schedule committee meetings, provide advanced information, identify reporting formats, provide editing and will

la structure des comptes rendus, rédigera les documents et consultera les administrateurs de faillites, le Conseil canadien d'insolvabilité et les syndic en général, au sujet des exigences en matière de conformité et de mise à jour des directives. Toutes les directives du surintendant seront révisées annuellement et sur demande.

5. L'approche «consultative» sera le trait caractéristique du CCF. Depuis 1984, on a conclu que la manière la plus efficace d'élaborer des directives pratiques qui soient respectées et observées étaient par l'implication des parties intéressées. Cette participation garanti l'utilité des directives de même que l'engagement de ceux auxquels elles sont destinées. En complément d'une telle approche de consultation dans les prises de décisions importantes en matière d'administration des actifs, tous les efforts possibles doivent être faits pour encourager l'ouverture d'esprit et la recherche de consensus chez les employés de la direction des faillites, les syndic, les officiers de la cour, les ministères gouvernementaux et les organismes d'application.

La structure

6. L'approche consultative du CCF nécessitera la participation du conseil exécutif, du secrétariat du CCF, des comités permanents et des sous-comités.

La mission

7. Le CCF sert à donner une structure formelle aux échanges d'informations entre le bureau du surintendant et les représentants des syndic sur des sujets d'intérêt commun touchant l'administration des actifs. Pour remplir une telle mission, le CCF poursuit les objectifs suivants:

(a) Former des organismes consultatifs chargés d'assurer les échanges d'informations requis pour l'élaboration des politiques et directives du surintendant.

(b) Mettre en oeuvre un mécanisme efficace d'identification des problèmes en vue de la formulation de nouvelles directives et de la mise à jour des directives existantes.

(c) Concevoir, élaborer et formuler des directives devant être soumises à l'approbation du surintendant.

liaise with Bankruptcy Administrators, the Canadian Insolvency Association, and members at large from the trustee community on observation and directives updating requirements. Revisions will take place on request with an annual review of all Superintendent's Directives.

5. For the JCB, "consultation" will be its distinctive style. Dating back to 1984, it was correctly identified that the most effective method of developing practical directives which would be both respected and observed, was by involving interested parties. This input guaranteed the usefulness of Directives and commitment from those which it was intended. To complement this consultative component, every effort must be made to encourage a spirit of openness and consensus building with bankruptcy employees, trustees, court officials, government departments, and enforcement agencies in making critical decision affecting estate administration.

Structure

6. The JCB consultative process will involve the participation of: Executive Council; JCB Secretariat, JCB Committee; Standing Committees and Sub-Committees.

Mission

7. The JCB is in the business of providing a formal structure for information sharing between the Office of the Superintendent and representatives from the trustee community on matters of mutual concern regarding estate administration. To achieve this goal the JCB has the following objectives:

(a) To establish consultative bodies responsible for providing information exchange required to develop the Superintendent's Directives and Policies.

(b) To implement an effective issue identification mechanism for formulating new Directives and updating existing ones.

(c) To design, develop and deliver Directives for the Superintendent's approval.

(d) Contrôler les directives de façon à en assurer la pertinence, la nature pratique et la conformité.

(e) Faire connaître le système de faillite auprès du public.

(f) Parrainer, de concert avec le Conseil canadien d'insolvabilité, des programmes de perfectionnement professionnel à l'intention des syndics.

(g) Organiser des séances d'information à l'intention des différents participants au processus de faillite.

d) To monitor Directives so as to ensure relevancy, practicality and observance.

(e) To jointly promote the bankruptcy system with the public.

(f) To co-sponsor with the Canadian Insolvency Association trustee professional development programs.

(g) To organize information sessions for participants in the bankruptcy process.

Le Conseil exécutif

Le mandat

8. Organisme autonome chargé de prendre des décisions sur des questions importantes intéressant à la fois le bureau du surintendant et le Conseil canadien d'insolvabilité. Il doit:

(a) Assurer une bonne communication mutuelle entre le bureau du surintendant et le Conseil canadien d'insolvabilité.

(b) Faire des recommandations et conseiller le surintendant des faillites.

(c) Recommander une liste d'admissibilité du Conseil canadien d'insolvabilité formée de syndics intéressés et qualifiés. Cette liste servira à la nomination des membres des sous-comités.

(d) Recommander un nombre suffisant de syndics qualifiés pour les nominations au sein du CCF et des comités permanents.

Les ressources

9. Le conseil sera formé du surintendant et du sous-surintendant des faillites, du président et d'un vice-président du Conseil canadien d'insolvabilité. D'autres hauts dirigeants pourraient être requis d'y participer. Le secrétaire du CCF, de même que le directeur exécutif du Conseil canadien d'insolvabilité, fournira un soutien administratif en matière de rédaction des ordres du jour et des comptes rendus de réunions, d'élaboration et de distribution de rap-

The Executive Council

Mandate

8. An autonomous body responsible for making decisions on major issues of mutual concern to the Office of the Superintendent and the Canadian Insolvency Association. These issues will involve:

(a) To ensure strong two-way communication between the Office of the Superintendent and the Canadian Insolvency Association.

(b) To provide advice and counsel to the Superintendent of Bankruptcy.

(c) To nominate a sufficient number of interested, qualified trustee members to a CIA Trustee Roster List. This list is to be used for appointments to sub-committees.

(d) To recommend a sufficient number of qualified trustee members for appointments to the JCB Standing Committee and the JCB Committee.

Resources

9. The Council will be comprised of the Superintendent and Deputy Superintendent of Bankruptcy, the President and Vice-President of the Canadian Insolvency Association. Other senior officials may be required to participate. The Secretary of the JCB and the Executive Director of the Canadian Insolvency Association, will provide administrative support in the areas of drafting meeting agendas, taking of minutes,

ports de réunions, ainsi qu'en matière du suivi général à assurer relativement aux sujets discutés.

Les réunions

10. Le conseil se réunira au moins deux fois par année, pendant une journée entière, à un lieu et à une date établis d'un commun accord.

Le produit

- 11. – Recommandations de points à inscrire aux ordres du jour du CCF
 - Listes d'admissibilité de syndicats servant à la nomination des membres des sous-comités et des comités permanents
 - Recommandations de plans d'action aux comités permanents

Le secrétariat du CCF

Le mandat

12. En vertu de son rôle administratif au Comité conjoint des faillites, le secrétariat coordonne tout le travail exposé dans la description de la mission du CCF. En outre, il représente le bureau du surintendant auprès des syndicats, des tribunaux, des organismes gouvernementaux, des créanciers et des débiteurs, relativement à des questions touchant les directives.

Les ressources

13. Le secrétariat sera composé de membres du personnel du bureau du surintendant.

Les réunions

14. Les membres du secrétariat coordonnent toutes les réunions des comités permanents et des sous-comités et assistent à ces réunions. Le secrétariat fournit toutes les informations requises pour le travail des comités, coordonne les rôles et les responsabilités, s'assure que les comités se conforment aux principes de gestion de projet et assure au besoin le suivi des directives.

Le produit

- 15. – Rapports de comité
 - Ébauches de directives
 - Directives

developing and distributing meeting reports, and providing general follow-up on matters of discussion.

Meetings

10. The Council will meet at least two times each year, for a full day, at place and time of mutual convenience.

Deliverables

- 11. – Recommendations for JCB Agenda Items
 - Trustee Sub/Standing Committee Rosters
 - Recommendations for Standing Committee Action Plans

JCB Secretariat

Mandate

12. In its role as the administrative arm of the Joint Committee on Bankruptcy, the Secretariat coordinates all work identified in the JCB Mission Statement. In addition, it represents the Office of the Superintendent with the trustee community, the courts, government agencies, creditors and debtors in matters pertaining to Directives.

Resources

13. The Secretariat will be appointed from the staff of the Office of the Superintendent.

Meetings

14. Members from the Secretariat coordinate and attend all meetings of the Standing and Sub-Committees. The Secretariat provides all information required for committee work, coordinates roles and responsibilities, ensures committees function according to project management principles and provides Directive follow-up as required.

Deliverables

- 15. – Committee Reports
 - Exposure Drafts
 - Directives

- Comptes rendus de réunion
- Documents de travail

- Minutes of Meetings
- Position Papers
- Information Sessions

Le Comité conjoint des faillites

Le mandat

16. Le comité assure une structure formelle aux échanges d'idées entre le bureau du surintendant et les syndicats sur des sujets reliés aux politiques et directives exposées dans la mission du CCF. Le comité amorce le travail des sous-comités, nomme des membres, détermine les questions à régler, examine les documents de travail et rédige des ébauches de directives. Également, il reçoit, des comités permanents et des sous-comités, des recommandations de directives pour approbation et émission par le surintendant.

Les ressources

17. Le comité se compose de cinq membres du bureau du surintendant et de six représentants des syndicats. La représentation des syndicats sera la suivante : un représentant des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario, des Prairies, de la Colombie-Britannique, et deux du Québec.

18. Le secrétariat fournira un soutien administratif au CCF, et le surintendant désignera le président du CCF.

La durée du mandat des membres

19. Dans le but d'assurer une continuité et un renouvellement contrôlé, il est proposé que les syndicats nommés au CCF soient limités à un mandat de quatre ans. On assurera une rotation régulière en nommant, pour la première année de rotation, un représentant pour un mandat de deux ans, deux pour un mandat de trois ans, et trois pour un mandat de quatre ans. Au cours des années subséquentes, le surintendant nommera, en se servant de la liste d'admissibilité du Conseil canadien d'insolvabilité, les syndicats au CCF pour un mandat de quatre ans. Advenant l'incapacité d'un membre de terminer son mandat, un remplaçant sera nommé pour la durée restante du mandat.

Les réunions

20. Le CCF se réunira au moins quatre fois par année à des lieux et dates convenant aux membres.

JCB Committee

Mandate

16. The Committee provides the formal structure for the sharing of ideas between the Office of the Superintendent and the trustee community on matters pertaining to policies and directives defined in the JCB Mission Statement. The Committee initiates the work of the sub-committees, appoints members, designates, determines issues, screens position papers, and edits exposure drafts. It also receives proposals for Directives from the Standing and Sub-Committees requiring the Superintendent's approval and issuance.

Resources

17. Comprised of five members from the Office of the Superintendent and six representatives from the trustee community. The trustee representation will be as follows: one representative from the Atlantic Provinces, Ontario, Prairie Provinces, British Columbia and two from the Province of Quebec.

18. The Secretariat will provide administrative support to the JCB Committee and the Superintendent will designate the chairperson of the JCB.

Tenure

19. To ensure continuity and controlled turnover it is proposed that trustee appointees to the JCB Committee be limited to a four year term of office. An orderly rotation can be achieved by appointing in the first year of rotation one representative a two year term; two representatives for a three year term; and three representatives for a four year term. For following years, the Superintendent will appoint trustees to the JCB Committee, referencing the Canadian Insolvency Association Roster, for a four year term of office. In the event a member is unable to complete his/her term of office, a replacement will be made to complete the remainder of the term.

Meetings

20. The JCB Committee will meet at least four times each year at times and places convenient to mem-

Son président sera désigné par le surintendant. En raison du rôle essentiel qu'il joue, le comité doit bénéficier d'une indépendance d'action complète afin de réaliser ses objectifs tels que définis dans sa mission.

Le produit

21. – Points à l'ordre du jour
- Listes des membres aux comités
 - Nominations aux comités
 - Projets de directives potentielles
 - Décisions relatives aux recommandations des comités (élaboration, révision de directives, etc.)
 - Recommandations de directives au surintendant

Les Comités permanents

Le mandat

22. Les comités permanents ont la responsabilité de s'occuper des questions à long terme et répétitives et des problèmes de relation entre le bureau du surintendant et du Conseil canadien d'insolvabilité. Ces questions peuvent impliquer les domaines des licences, de la taxation (Revenu Canada), des programmes d'information et du perfectionnement professionnel.

Les ressources

23. Les comités permanents, dont les membres seront nommés par le conseil exécutif, seront composés de représentants du CCF, du bureau du surintendant et des syndicats, ainsi que d'un représentant permanent du Conseil canadien d'insolvabilité. La nomination des membres se fera en fonction du lieu géographique, de leur expertise en administration des actifs et de leur intérêt personnel. Leur mandat sera d'une durée de trois ans. Advenant l'incapacité d'un membre de terminer son mandat, le conseil exécutif nommera un nouveau membre pour le mandat maximum de trois ans.

Les réunions

24. Les membres des comités permanents se réuniront régulièrement pour résoudre les problèmes dont ils auront la responsabilité de s'occuper. Le secrétariat du CCF assurera un soutien administratif de sorte que les problèmes soient réglés dans des délais appropriés. Les comités permanents feront rapport directement au conseil exécutif. Le CCF sera

bers. The chairperson of the JCB Committee will be a person designated by the Superintendent. Because of the integral role which it serves, the Committee must have considerable independence of action to realize the objectives as defined in the JCB Mission Statement.

Deliverables

21. – Agenda Items
- Member Lists to Committees
 - Committee Appointments
 - Potential Directive Projects
 - Decision on Committee Recommendations
 - Directive Recommendations to Superintendent

Standing Committees

Mandate

22. It is the responsibility of the Standing Committee to address long term, repetitive issues and liaison concerns of the Office of the Superintendent and the Canadian Insolvency Association. These issues may involve Licensing; Taxation (Revenue Canada); Information Programs and Professional Development.

Resources

23. The Standing Committees, appointed by the Executive Council, will be comprised of representatives from the JCB Committee, the Office of the Superintendent, the trustee community, and a permanent representative from the Canadian Insolvency Association. These members will be appointed, taking into consideration geographical areas, estate administration expertise and personal interest. The appointments will be for a term of three years. Where a member is unable to complete his/her term, the Executive Council will appoint a new members for the maximum three year term.

Meetings

24. Standing Committee members will meet on a regular basis to resolve the issues in their assigned areas. The JCB Secretariat will provide the administrative support service to ensure these issues are dealt with in a timely manner. The Standing Committees will report directly to the Executive Council. The JCB Committee will be apprised of all issues by

informé de toutes les questions et activités des comités permanents par le secrétariat. Les questions qui nécessiteront des directives seront référées au CCF et suivront le processus normal.

Le produit

25. – Rapports _____
- Recommandations de plans d'action
 - Documents de travail
 - Comptes rendus des réunions des comités

Les sous-comités

Le mandat

26. Les sous-comités ont la responsabilité de s'occuper des questions à court terme et de nature non répétitive mais d'intérêt à tous les participants au processus de faillite. Ces questions peuvent toucher, par exemple, les revenus excédentaires, les justifications de réclamation et la préparation de bilans.

Les ressources

27. Les membres des sous-comités seront nommés par le CCF à partir de deux listes d'admissibilité distinctes. L'une de ces listes comprendra les représentants et/ou les personnes désignées par le bureau du surintendant et l'autre, les membres du Conseil canadien d'insolvabilité représentant les intérêts des syndics. Le lieu géographique, l'expertise professionnelle et les intérêts personnels seront des facteurs déterminants pour les nominations aux différents sous-comités. Les mandats des membres seront de la durée nécessaire à l'achèvement des projets des sous-comités. Advenant l'incapacité pour un membre de terminer son mandat, un nouveau membre sera nommé en remplacement jusqu'à l'achèvement du projet. La liste d'admissibilité sera maintenue à jour de façon régulière.

Les réunions

28. Les sous-comités se réuniront aux dates fixées par le secrétariat du CCF dans le but d'étudier les questions soumises à la considération du CCF. Le secrétariat du CCF assurera le soutien administratif requis. Les comptes rendus seront effectués par l'entremise du CCF.

the Secretariat. On issues which require Directives, the matter will be referred to the JCB Committee and follow the normal process.

Deliverables

25. – Reports _____
- Recommendations to Action
 - Position Papers
 - Committee Proceedings Minutes

Sub-committees

Mandate

26. It is the responsibility of the Sub-Committees to address short-term, non-repetitive issues of concern to all participants in the bankruptcy process. For example, these issues may be of a nature involving Surplus Income, Completing Proofs of Claim, Preparation of the Statement of Affairs.

Resources

27. The representatives on the Sub-Committees will be appointed by the JCB Committee from two separate Rosters. One Roster, comprised of Superintendent's representatives and/or nominees, the other Roster, comprised of members from the Canadian Insolvency Association representing the interests of the trustee community. The geographical areas, professional expertise, and personal interest will be major factors in making appointments to the different Sub-Committees. These appointments will last for the time required to complete the project issues of the Sub-Committee. If a member is unable to complete his/her term, a replacement appointment will be made to complete the project. The Roster will be updated on a regular basis.

Meetings

28. The Sub-Committees will meet at times prescribed by the JCB Secretariat to address the issues presented to the JCB Committee for consideration. The JCB Secretariat will provide the required administrative support. Reporting will be made through the JCB Committee.

Le produit

29. – Ébauches de directives
- Rapports et documentation
 - Recommandations de plans d'action
 - Documents de travail
 - Comptes rendus de réunions

Le contrat et la rémunération

30. Un protocole d'entente sera signé avec Consommation et Corporations Canada concernant les modalités de déplacement et de logement relatives à la participation des syndics aux travaux du CCF. Le Ministère ne remboursera à cet égard que les dépenses normales telles que spécifiées dans le contrat.

La méthode de paiement

31. Les réclamations, accompagnées de reçus et de pièces justificatives, seront soumises au secrétariat du CCF immédiatement après les affectations. Tous les réclamants recevront une annexe définissant en détail les dépenses quotidiennes admissibles à un remboursement ainsi que les changements aux tarifs existants. Les chèques seront envoyés aux réclamants par l'entremise du service des finances et du personnel, Direction des faillites, Consommation et Corporations Canada.

Les demandes d'informations

32. Toute demande d'informations concernant les réclamations et les paiements doit être adressée au secrétariat du CCF.

La durée du mandat

33. Le présent mandat peut faire l'objet de révisions et de modifications telles que requises occasionnellement par le surintendant des faillites et le Conseil canadien d'insolvabilité.

Deliverables

29. – Exposure Drafts
- Reports and Background Papers
 - Recommendations to Actions
 - Position Papers
 - Committee Proceedings Minutes

Contract and Remuneration

30. For trustee involvement with JCB work, a Letter of Agreement will be signed with Consumer & Corporate Affairs Canada for accommodation and travel while on JCB assignment. The Department will not be paying any fees for one participation other than the standard government travel expenses as specified in the contract.

Method of Payment

31. Claims, accompanied by receipts and vouchers, will be submitted to the JCB Secretariat immediately following work assignments. An appendix will be provided to all claimants for details on allowable expenses per diem charges and changes to existing rates. Cheques will be forwarded to claimants through the Finance and Personnel, Bankruptcy Branch, Consumer and Corporate Affairs Canada.

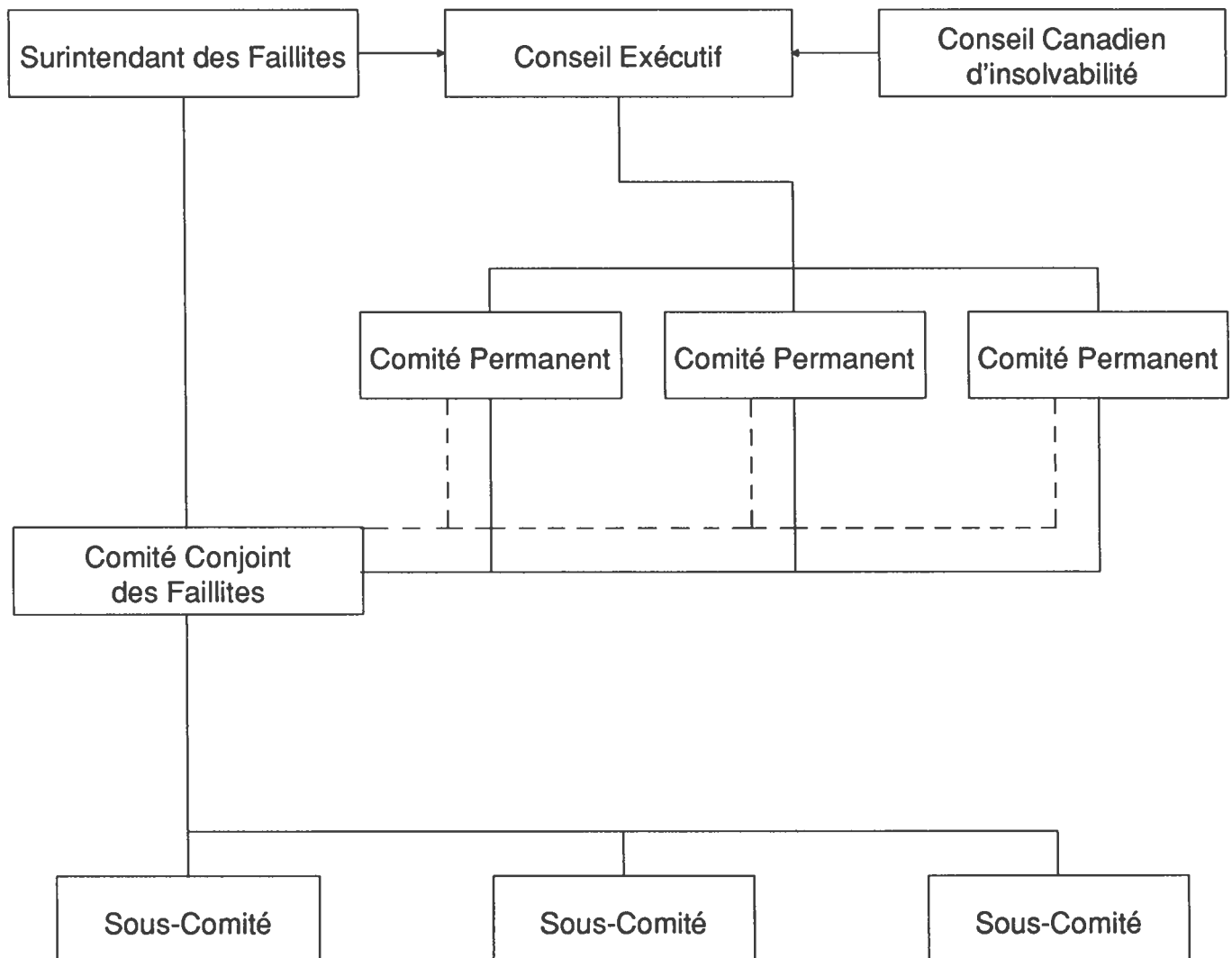
Inquiries

32. All inquiries concerning claims and payments are to be directed to the JCB Secretariat.

Tenure

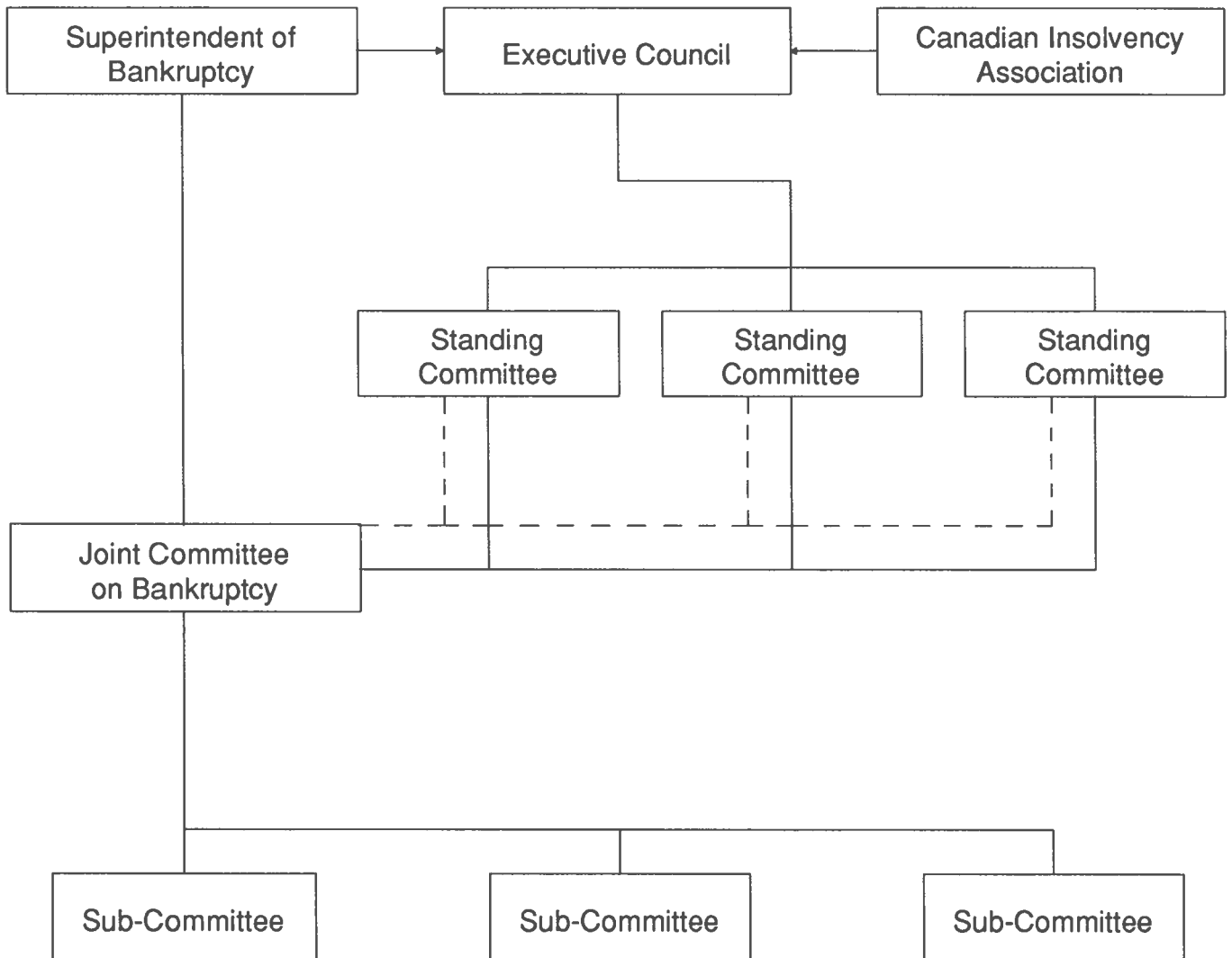
33. The present Terms of Reference may be revised and changed as required from time to time by the Superintendent of Bankruptcy and the Canadian Insolvency Association.

ORGANIGRAMME DU CCF



September 1989

JCB ORGANIZATION CHART



MISE À JOUR DES POLITIQUES

UPDATING OF POLICIES

par M. Wally Clare

Note émise le 17 août 1989.

Vingt-cinq directives ont été publiées depuis mai 1985, date de la formation du Comité conjoint des politiques et des pratiques dans l'administration des actifs de faillites (CCF).

Durant la dernière année, un sous-comité a été mandaté pour étudier les Énoncés de politique et les Circulaires d'information. Le but était soit de mettre à jour ces politiques et de les publier comme directives, soit de les incorporer dans une directive existante ou encore de les annuler si elles n'étaient plus nécessaires.

Les annexes ci-jointes vous renseignent sur les mesures prises pour chacun des énoncés de politique et circulaires d'information. En conclusion, chaque politique ou procédure nécessaire au bon fonctionnement de l'administration des faillites au Canada se retrouve maintenant dans un seul document soit les directives du surintendant.

Je suis confiant que ce procédé éliminera la confusion et rendra plus uniforme l'administration des dossiers de faillites. Les directives existantes et celles qui seront émises dans le futur sont un important outil qui doit être respecté par toutes les parties impliquées. Par contre, si une directive ou partie de directive vous rend l'administration des actifs plus compliquée, j'aimerais en être informé pour être en mesure d'apporter les corrections nécessaires.

Merci pour votre collaboration.

by Mr. Wally Clare

Note issued on August 17, 1989.

Since the formation of the Joint Committee on Bankruptcy Estate Policy and Practice (JCB) in May 1985, twenty-five Directives have been issued by my office.

Over the last year, a sub-committee was requested to look at the Policy Statements and the Information Circulars. They had the mandate to ensure that these policies were either updated and issued as a new Directive, incorporated in an existing Directive or cancelled if no longer applicable.

The attached appendixes indicate the action taken with each of the Policy Statements and Information Circulars. To summarize, all policies and practice guidelines necessary to support good bankruptcy administration in Canada are now contained in one set of documents known as Superintendent's Directives.

I trust that this will eliminate confusion and standardize the administration of bankruptcy estates even more. Present and future Directives are an important tool and should be respected by all interested parties. However, if a Directive or part thereof becomes a burden to the administration of estates, I would appreciate being informed in order to study the situation and make changes if required.

I am taking this opportunity to thank you for your continuous cooperation.

Annexe A

ÉNONCÉS DE POLITIQUE

No. et titre de l'énoncé	Mesures prises
1 Bilan — Faillites commerciales	Directive #16
2 Délégation de responsabilités des syndics	Directive #26
3 Production de l'état de recettes et déboursés	Directive Future
4 Avis aux faillis au sujet de leurs devoirs	Directive #23
5 Rapport préliminaire du syndic aux créanciers	Directive Future
6 Etablissement de l'inventaire des biens du failli	Directive #31
7 Traitement des régimes enregistrés d'épargne-retraite qui se trouvent dans l'actif du failli	Directive #22
8 Publicité par syndics non-résidents	Directives #26, 29 et 30
9 Assemblée des créanciers pour les propositions	Annulée

Appendix A

POLICY STATEMENT

Policy # and Title		Action Taken
1	Statement of Affairs — Commercial Bankruptcies	Directive #16
2	Trustee's Delegation of Authority	Directive #26
3	Submission of Statement of Receipts and Disbursements	Future Directive
4	Notice to Bankrupts of Duties and Status	Directive #23
5	Trustees Preliminary Report to the Creditors	Future Directive
6	Taking Inventory of the Bankrupt's Property	Directive #31
7	Treatment of Registered Retirement Savings Plans as an Asset of a Bankrupt's Estate	Directive #22
8	Advertising by Non-resident Trustees	Directives #26, 29 and 30
9	Meeting of Creditors in Proposals	Cancelled

Annexe B

CIRCULAIRES D'INFORMATION

	No. et titre de la circulaire	Mesures prises
1	Responsabilité pour la publication dans la Gazette du Canada	annulée
2	Formules de faillite	Incluses dans les règles et formules de faillites
3	Argent sous saisie à la cour	Directive future
4	Amendements aux règles régissant la faillite	annulée
5	Avis de nomination	annulée
6	Règles sur la faillite à venir	annulée
7	Documents à remettre au statisticien fédéral	annulée
8	La référence au secteur privé des faillites de consommateur	Directive #1 & Directive #11
9	Projet de traité sur la faillite entre le Canada et les Etats-Unis	annulée
10	Changements au sein du personnel	annulée
11	Projet de loi sur la faillite	annulée
12	Directives — Versements exigés à même le revenu	Directive #17R
13	Modifications aux règles régissant la faillite	annulée
14	Directives — Versements exigés à même le revenu	Directive #17R
15	Devoirs du failli	Directive #23
16	Changements aux règles régissant la faillite	annulée
17	Bilan d'un failli non-commerçant	Directive #17R
18	Certificat de la nomination du syndic par le séquestre officiel	annulée
19	Formulaire de renseignements	Nouvelle formule
20	Consultation auprès des créanciers préalablement à la nomination du syndic	annulée
21	Cessions conjointes	annulée
22	Cautionnement général du syndic	Directive #27
23 à #27	Directives — Versements exigés à même le revenu	Directive #17R
28	Plan de répartition	annulée
29	Procédure de Revenu Canada relativement aux remboursements d'impôt post-faillite	Directive #9R

Appendix B

INFORMATION CIRCULARS

Circular # and Title		Action Taken
1	Responsibility for Publishing in the Canada Gazette	Cancelled
2	Bankruptcy Forms	Incorporated in Bankruptcy Rules and Forms
3	Wage Garnishment Funds in Court	Future Directive
4	Amendments to Bankruptcy Rules	Cancelled
5	Notice of Appointments	Cancelled
6	Future Bankruptcy Regulations	Cancelled
7	Documents to be Forwarded to the Dominion Statistician	Cancelled
8	Referral of Consumer Bankruptcy Applicants to Private Sector Trustees	Directive #1 & Directive #11
9	Proposed Canada – U.S.A. Treaty	Cancelled
10	Personnel Changes	Cancelled
11	Bankruptcy Bill	Cancelled
12	Guidelines — Payments Required from Income	Directive #17R
13	Modification of the Rules under the Bankruptcy Act	Cancelled
14	Guidelines — Payments Required from Income	Directive #17R
15	Duties of Bankrupt	Directive #23
16	Amendments to the Rules under the Bankruptcy Act	Cancelled
17	Statement of Affairs of Non-business Bankrupt	Directive #17R
18	Certificate of Official Receiver of Appointment of Trustee	Cancelled
19	Filing Information Sheet	New Form
20	Consultation with Creditors Before Appointing a Trustee	Cancelled
21	Joint Assignments	Cancelled
22	Trustee General Bond	Directive #27
23 to #27	Payment Required from Income	Directive #17R
28	Scheme of Distribution	Cancelled
29	Revenue Canada's Procedure Regarding Post Bankruptcy Tax Refunds	Directive #9R

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 31

LA PRISE D'INVENTAIRE DES BIENS DU FAILLI

TAKING INVENTORY OF THE BANKRUPT'S PROPERTY

Émise: le 18 août 1989

Issued: August 18, 1989

OBJET

Cette directive remplace l'énoncé de politique #6 publié le 28 juillet 1975 et amendé le 30 novembre 1977.

SUBJECT

This Directive replaces Policy Statement #6 issued July 28, 1975 and revised November 30, 1977.

GENERALITES

1. La présente directive vise à fixer des normes à suivre lors de la prise d'inventaire des biens du failli.

2. L'article 16(3) de la Loi sur la faillite mentionne que "Le plus tôt possible, le syndic prend possession des titres, livres, dossiers et documents, ainsi que de tous les biens du failli, et dresse un inventaire ...".

3. Généralement les syndics sont très familiers avec les principes relatifs à la prise d'inventaire. De plus, la nature de l'entreprise aide considérablement à décider de la méthode à employer.

BACKGROUND

1. The purpose of this Directive is to set standards for the taking of inventory by a trustee in an estate.

2. Section 16(3) of the Bankruptcy Act states "the trustee shall, as soon as possible, take possession of the deeds, books, records and documents and all property of the bankrupt and make an inventory ...".

3. Trustees are generally quite conversant with the proper practice of taking inventory. In addition the nature of the business will dictate the most appropriate way to take inventory.

POLITIQUE

4. Les listes d'inventaire doit inclure les mentions suivantes:

- (a) une description adéquate afin d'identifier les biens
- (b) le nom de la personne responsable de la prise d'inventaire
- (c) la date et l'heure de la prise d'inventaire
- (d) l'endroit où se trouve l'inventaire
- (e) une note des biens endommagés, détériorés ou périssables
- (f) les détails sur la procédure de contrôle utilisée pour s'assurer que tous les biens sont comptés
- (g) les articles dont le droit de propriété est incertain devraient être mis de côté.

5. La personne responsable de la prise d'inventaire doit signer chaque feuille d'inventaire.

6. Dans le cas où le syndic s'en remet à un inventaire dressé par une tierce partie, il doit s'assurer que cette politique a été observée.

7. Le failli ou le fonctionnaire de la corporation en faillite doit recevoir une copie de l'inventaire et être requis de compléter la déclaration écrite ci-jointe (annexe). Cette déclaration ou un document signé par le syndic constatant son absence doit être jointe à l'inventaire.

Le Surintendant des faillites
par intérim

POLICY

4. The inventory listing shall include the following:

- (a) adequate description to identify the assets
- (b) person responsible for the inventory count
- (c) time and date when the inventory was taken
- (d) location of the inventory
- (e) note where the inventory is damaged, deteriorated or perishable
- (f) details of control procedure employed to ensure that all inventory is counted
- (g) segregation of items where ownership is uncertain.

5. The person in charge of the inventory must sign each inventory sheet.

6. Where the trustee is relying on a third party inventory, he should assure himself that this policy has been adhered to.

7. The bankrupt or the officer of the bankrupt corporation shall be given a copy of the inventory sheets and asked to complete the attached written statement (Appendix). This statement or a document signed by the trustee as to its absence is to be attached to the inventory.

The Acting Superintendent of
Bankruptcy



Wally Clare

ANNEXE

DECLARATION DU DÉBITEUR

"Je soussigné, _____

de _____
(adresse)

failli/fonctionnaire ou administrateur

de _____

société faillie, déclare qu'au meilleur de ma connaissance et de ma croyance, le présent inventaire final reproduit fidèlement les quantités et la description (et l'évaluation s'il y a lieu) de tous les biens et marchandises m'appartenant/appartenant à la société et dévolus au syndic en vertu de la Loi sur la faillite le

_____ 19____, sauf les articles suivants. (Donner des détails sur les articles qui n'apparaissent pas sur l'inventaire ou qui y sont décrits incorrectement s'il y a lieu.)

Signature du débiteur/
fonctionnaire ou administrateur
de la société faillie

Date _____

APPENDIX

DEBTOR'S STATEMENT

"I, _____

of _____
(address)

the bankrupt/an officer or director

of _____

the bankrupt corporation, state that to the best of my knowledge and belief this final inventory listing correctly represents the quantities and descriptions (and valuation, if applicable) of all my/the corporation's property, goods and assets vesting of the Bankruptcy Act as at _____ 19____, except for the following items. (Give details of deficiencies or incorrect items in the inventory sheet, if applicable.)

Signed by Debtor/Officer or
Director of Bankrupt Corporation

Date _____

Statistiques

FAILLITES

août 1989

Statistics

BANKRUPTCIES

August 1989

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	19	3	22	159	36	195
N.-É./N.S.	98	18	116	679	206	885
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	16	4	20
N.-B./N.B.	37	8	45	179	64	243
Québec	989	252	1,241	7,126	2,160	9,286
Ontario	805	151	956	5,547	1,093	6,640
Manitoba	133	33	166	907	230	1,137
Saskatchewan	80	31	111	668	362	1,030
Alberta	251	78	329	1,627	661	2,288
C.-B./B.C.	177	75	252	1,539	744	2,283
T.N.-O./N.W.T.	1	1	2	5	3	8
Yukon	0	0	0	7	5	12
Canada	2,590	650	3,240	18,459	5,568	24,027

PROPOSITIONS

août 1989

PROPOSALS

August 1989

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	0
N.-É./N.S.	0	3
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	3	10
Québec	17	108
Ontario	21	218
Manitoba	0	6
Saskatchewan	0	1
Alberta	2	8
C.-B./B.C.	1	22
T.N.-O./N.W.T.	0	1
Yukon	0	0
Canada	44	377

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS D'AOUT 1989, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF AUGUST 1989, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	3	115,700
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	3	425,526
Industries de la construction Construction Industries	1	67,550	9	1,460,583
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	2	31,550
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	2	61,523	11	1,862,018
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	1	122,790
Services	0	0	7	469,980
Total	3	129,073	36	4,488,147
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries	3	291,309	44	1,667,740
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	372,981	12	1,610,867
Industries de la construction Construction Industries	3	3,217,378	32	8,786,644
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	126,200	18	1,987,303
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	3	1,473,540	46	12,106,199
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	30,500	8	2,309,117
Services	5	438,860	46	3,862,173
Total	18	5,950,768	206	32,330,043
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	1	871,131
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	16,562
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	1	209,339
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	1	215,447
Total	0	0	4	1,312,479

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	1	25,002	7	694,154
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	57,199	3	207,802
Industries de la construction Construction Industries	0	0	7	2,611,841
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	2	156,800
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	56,775	23	2,379,687
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	2	81,440	3	228,316
Services	3	410,415	19	2,619,177
Total	8	630,831	64	8,897,777
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	11	24,014,273	68	36,613,395
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	17	7,314,276	199	148,688,537
Industries de la construction Construction Industries	36	5,668,588	314	67,190,092
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	11	744,308	113	14,334,741
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	100	14,332,024	785	128,590,943
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	10	1,141,269	78	42,274,599
Services	67	8,992,729	603	96,719,118
Total	252	62,207,467	2,160	534,411,425
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	1	72,878	34	8,784,718
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	20	4,780,565	106	34,674,762
Industries de la construction Construction Industries	23	5,045,478	189	45,466,029
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	10	386,154	54	4,698,324
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	49	8,931,502	339	64,872,192
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	6	4,684,315	26	8,136,369
Services	42	10,327,719	345	77,960,468
Total	151	34,228,611	1,093	244,592,862

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	3	220,579	24	1,715,296
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	2	322,493	11	10,461,660
Industries de la construction Construction Industries	3	273,702	34	3,935,291
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	198,274	13	1,281,431
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	12	1,415,697	73	10,273,832
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	8	11,774,672
Services	11	555,765	67	9,828,955
Total	33	2,986,510	230	49,271,137
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	10	1,509,346	104	16,964,745
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	3	1,065,704	24	3,601,066
Industries de la construction Construction Industries	2	685,725	34	6,019,054
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	975,853	26	3,689,609
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	4	388,953	96	12,086,270
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	402,030	8	924,632
Services	7	517,819	70	12,193,482
Total	31	5,545,430	362	55,478,858
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	12	3,913,638	67	17,791,631
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	3	347,472	35	8,244,765
Industries de la construction Construction Industries	6	1,149,998	109	27,752,523
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	12	1,257,468	76	9,197,075
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	15	1,604,660	145	17,694,027
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	5	1,722,623	50	54,241,561
Services	25	2,145,615	179	37,259,090
Total	78	12,141,474	661	172,180,672

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	5	829,101	86	8,847,865
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	5	523,312	60	30,780,052
Industries de la construction Construction Industries	15	2,156,973	135	16,248,763
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	11	1,231,797	65	5,818,196
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	16	2,064,883	148	19,394,668
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	2,174,642	30	11,406,093
Services	20	14,656,425	220	129,612,900
Total	75	23,637,133	744	222,108,537
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	2	223,792
Industries de la construction Construction Industries	1	16,730	1	16,730
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	118,856
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	2	211,021
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	1	52,438
Services	0	0	1	65,613
Total	1	16,730	8	688,450
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	46	30,876,126	437	93,195,244
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	52	14,784,002	455	238,918,829
Industries de la construction Construction Industries	90	18,282,122	865	180,358,681
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	50	4,920,054	371	41,330,447
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	202	30,329,557	1,669	269,680,196
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	30	10,236,819	213	131,470,587
Services	180	38,045,347	1,558	370,806,403
Total	650	147,474,027	5,568	1,325,760,387

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AOÛT 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN AUGUST 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	5	2	0	7	44,825	158,768
AUTRES/OTHERS	14	1	0	15	129,180	361,560
TOTAL	19	3	0	22	174,005	520,328
N.-É./N.S.						
HALIFAX	45	8	0	53	1,084,080	4,618,849
SYDNEY	13	1	0	14	118,700	367,870
SYDNEY MINES	2	0	0	2	36,500	57,600
AUTRES/OTHERS	38	9	0	47	1,435,495	3,012,485
TOTAL	98	18	0	116	2,674,775	8,056,804
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	0	0	0	0	0	0
AUTRES/OTHERS	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0	0
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	0	1	0	1	4,000	218,804
MONCTON	13	1	1	15	192,476	545,909
SAINT-JOHN	4	0	0	4	16,450	51,631
AUTRES/OTHERS	20	6	2	28	108,395	889,703
TOTAL	37	8	3	48	321,321	1,706,047
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	2	0	0	2	7,250	71,383
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	14	7	1	22	159,950	597,643
DRUMMONDVILLE	4	4	1	9	2,760,872	5,178,430
GRANBY	15	4	0	19	128,371	799,796
HULL/GATINEAU/AYLMER	73	8	0	81	886,605	2,956,293
MONTRÉAL	417	94	11	522	12,535,495	92,165,299
QUÉBEC	89	18	1	108	1,784,629	4,820,390
RIMOUSKI	3	2	0	5	10,200	188,672
ROUYN	6	1	0	7	9,750	532,764
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	17	1	0	18	102,300	322,659
SHAWINIGAN	6	3	0	9	154,800	368,852
SHERBROOKE	20	6	1	27	213,683	5,637,944
SOREL	2	3	0	5	54,000	181,894
ST-HYACINTHE	7	4	0	11	62,740	270,390
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	2	0	7	105,517	228,255
ST-JÉRÔME	10	2	0	12	148,115	653,671
THETFORD MINES	3	4	0	7	829,400	1,387,753
TROIS-RIVIÈRES	15	5	0	20	28,650	487,973
VICTORIAVILLE	1	2	0	3	92,150	569,612
AUTRES/OTHERS	280	82	2	364	28,695,471	39,127,376
TOTAL	989	252	17	1,258	48,769,948	156,547,049

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AOÛT 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN AUGUST 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	7	0	0	7	6,600	91,323
BELLEVILLE	3	1	0	4	6,752	85,340
BRANTFORD	8	3	0	11	23,130	4,346,178
BROCKVILLE	3	0	0	3	9,275	56,113
CHATHAM	5	0	0	5	2,150	36,460
CORNWALL	5	1	0	6	142,800	410,447
GUELPH	8	2	0	10	7,050	535,429
HAMILTON	50	11	3	64	1,046,129	3,022,395
KINGSTON	19	0	0	19	25,218	342,062
KITCHENER	26	6	0	32	94,132	1,393,612
LONDON	27	12	0	39	235,397	1,476,039
MIDLAND	1	0	0	1	250	19,009
NORTH BAY	7	2	0	9	3,000	111,655
ORILLIA	3	0	0	3	10,500	97,311
OSHAWA	27	1	2	30	228,375	709,611
OTTAWA	90	10	0	100	2,231,136	5,364,196
OWEN SOUND	1	1	0	2	23,185	106,029
PETERBOROUGH	6	0	0	6	37,350	202,939
SARNIA	3	1	0	4	72,400	288,659
SAULT-STE-MARIE	14	1	0	15	36,300	378,772
ST-CATHARINES/NIAGARA	21	5	1	27	180,557	5,660,761
STRATFORD	0	0	0	0	0	0
SUDBURY	6	1	0	7	5,700	131,870
THUNDER BAY	3	1	0	4	83,029	154,854
TORONTO	249	51	14	314	6,027,198	21,605,629
TRENTON	2	0	0	2	1,501	17,886
WINDSOR	20	3	0	23	54,702	997,969
AUTRES/OTHERS	191	38	1	230	3,002,538	13,088,338
TOTAL	805	151	21	977	13,596,354	60,730,886
MANITOBA						
WINNIPEG	102	20	0	122	1,822,765	3,938,629
AUTRES/OTHERS	31	13	0	44	718,831	2,197,782
TOTAL	133	33	0	166	2,541,596	6,136,411
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	2	3	0	5	220,414	908,414
PRINCE ALBERT	0	0	0	0	0	0
REGINA	24	8	0	32	1,237,335	2,442,961
SASKATOON	30	8	0	38	1,718,826	3,511,197
AUTRES/OTHERS	24	12	0	36	1,298,995	2,884,085
TOTAL	80	31	0	111	4,475,570	9,746,657

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AOÛT 1989
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN AUGUST 1989
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	100	19	2	121	2,284,895	8,066,549
EDMONTON	75	24	0	99	2,375,950	5,226,538
MEDICINE HAT	5	1	0	6	9,745	73,348
AUTRES/OTHERS	71	34	0	105	2,340,286	6,505,540
TOTAL	251	78	2	331	7,010,876	19,871,975
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	1	1	0	2	8,725	39,284
COURTENAY	1	0	0	1	70,500	70,501
KAMLOOPS	7	9	0	16	340,877	1,222,619
KELOWNA	11	4	0	15	141,893	858,520
NANAIMO	1	1	0	2	67,495	93,589
PRINCE-GEORGE	7	1	0	8	34,190	171,248
TERRACE	3	3	0	6	79,625	303,316
VANCOUVER	89	29	1	119	2,086,567	19,398,325
VERNON	1	2	0	3	70,246	109,321
VICTORIA	15	7	0	22	211,326	1,630,142
AUTRES/OTHERS	41	18	0	59	1,509,140	3,759,308
TOTAL	177	75	1	253	4,620,584	27,656,173
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	1	1	0	2	5,869	23,075
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	2,590	650	44	3,284	84,190,898	290,995,405

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de juillet 1989 Report for the month of July 1989	Provinces participantes Participating Provinces						
	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince- Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	24	15	N/A	10	46	Ø	95
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	284,873.72	72,186.73	N/A	31,537.52	161,042.90	3,263.69	552,904.56
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	575,305.99	Ø	N/A	35,303.22	176,661.94	920.00	788,191.15
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	36	12	N/A	Ø	24	Ø	72
Total number of terminations and defaults during the month							

En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:

If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:

Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label	Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse			Change of Address Notice to Publisher	
Nom		Name		
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street	
Ville	City	Province	Postal CODE postal	
		Canada		
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street	
Ville	City	Province	Postal CODE postal	

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations,
Ministère de la Consommation
et des Corporations.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporations,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.